

Commission : Conseil de Sécurité

Question : réforme de l'ONU et du Conseil de Sécurité

Auteur : Fédération de Russie

La fédération de Russie s'engage à soutenir les réformes sur l'ONU et le Conseil de Sécurité, pourvu qu'il y ai une coopération avec les Etas membres, dans la transparence et seulement avec un appui générale.

Aujourd'hui, de plus en plus d'Etat membre souhaite réformer l'ONU et le Conseil de Sécurité. Certaines délégations veulent une meilleure coopération internationale, voyant le système établie comme obsolète et ne reflétant pas assez la réalité de notre époque. Mais, il ne faut pas oublier que l'ONU fut établie dès 1945 pour des valeurs qui resteront actuelles : stabilité économique et politique pour tous.

Au départ, l'ONU n'était constituée que de cinq membres qui n'avaient en tête que l'après Seconde Guerre mondiale : la France, le Royaume-Uni, la Chine, les Etats-Unis et l'URSS. Si aujourd'hui encore nous respectons la charte de San Francisco, c'est bien par respect pour l'Histoire, et ce qu'elle a de bon à nous apporter pour établir la paix et la justice. Ses mots sont d'ailleurs rarement présents, ou en tout cas, peu développés, dans les dix-sept objectifs pour le développement durable pour 2030.

La Fédération de Russie comprend le mécontentement de certains Etats vis-à-vis de certains organes de l'ONU, s'étant elle-même retirée de la cour pénale internationale, qui n'a pas été à la hauteur des espoirs qui ont été placés en elle et qui n'est jamais devenue une institution véritablement indépendante et faisant autorité en justice internationale.

Aussi, la Fédération s'engage à apporter son soutien à inclure les pays émergents dans les débats internationaux, spécifiquement ceux du Moyen-Orient vivant la guerre chaque jour, et dont la Fédération ne remarque pas assez l'appui de la coalition internationale pour ses pays.

D'ailleurs, la Fédération de Russie a toujours soutenue les peuples opprimés et participe dans dix des seize projets de paix, en fournissant bon nombre de Casques bleus sur le terrain.

Cependant, à propos de la réforme du droit de véto, la Fédération ne soutient pas une restriction de son utilisation chez les Membres permanents ou un élargissement de son utilisation pour les raisons suivantes : si plus de cinq pays pouvait avoir le droit de véto, cela limiterait les actions concrètes pour aider le(s) pay(s) en question, selon les chapitres V, VI, VII et VIII de la charte de San Francisco ; la Fédération de Russie a déjà utiliser son droit de véto à des fins bénéfiques, comme pour la Syrie, contre des sanctions par la coalition internationale, pour ne pas qu'elle utilise ses armes pour se défendre contre des fanatiques islamistes.

En conclusion, la Fédération de Russie est pour une meilleure entente internationale mais ne croit pas que l'accord de deux tiers des membres de l'Assemblée générale et des cinq Membres permanents soit suffisant politiquement parlant, pour une réforme aussi profonde et complexe que celle de l'ONU et de son Conseil de Sécurité.